

Dimension et problèmes du Secteur Public Grec

Du Professeur **Const. GE. ATHANASSOPOULOS**

Les déclarations récentes du Gouvernement pour le transfer des juridictions des Ministères du Centre Administratif aux Régions du Pays, le manque de volonté de l'Administration Centrale de "matérialiser" cette déclaration dans un délai "rationnel" et avec des "dimensions logiques" le processus d'une Contestation récente concernant l'emploi des fonctionnaires et la grande et inattendue indisposition finale des intéressés aux procédés relatifs, la fondation des Groupes de Travail dans les Ministères, chargés de contrôler la "qualité" du produit élaboré et les données Publiées pour vendre un grand nombre d'actions aux Entreprises et Organisations Publiques du Pays présentent de nouveau plusieurs et multiples sujets sur l'Administration Publique et le Secteur Public grec en général.

Excepté ces sujets qui ont été le cas des recherches approfondies de l'auteur on se réfère à des aspects partiels de cette affaire si complexe: celle du "nombre" des personnes employées par l'Etat et les Entités Légales en général comme Employés et Chefs de Service pour le but de moderniser évidemment... les Entreprises Publiques et Organisations.

Concernant le premier sujet les données officielles sont très intéressantes (Dec. 1987).

Selon les plus modestes estimations il y a 405.000 fonctionnaires au Service Public de l'Etat et à des corporations de Droit Civil contrôlées par l'Etat.

Si on ajoute à ces employés ceux qui appartiennent aux corporation de Droit Privé qui notamment fonctionnent au service de l'Etat p. ex. Organisation de l'Occupation de la Force Ouvrière e.t.c., le nombre des personnes salariées par l'Etat et les Fonds publics et considérablement supérieur.

Et les questions qui se posent sont: premièrement si vraiment tous ces employés sont nécessaires correspondants à une population de dix million, deuxièmement si l'oeuvre administratif est l'approprié et troisièmement si le coût de ce produit est "logique".

Employés publics repartis aux Ministères et Organisations

Ministères	Organizations				Total
	Services Publics	Corporations de Droit Public	Organizations de Gouvernement Local	Corporations d'etat de Droit Public	
Interior, Admin. Publ. et Decentr./ Secretariat Général d' Admin. Publ.	894	56	0	0	950
Interior, Admin. Publ. et Decentr.	2.651	0	47.582	0	50.233
Affaires Exterieures	2.547	1	0	8	2.556
Defense Nationale	17.695	799	0	3.308	21.802
Economie Nationale	2.558	227	0	592	3.377
Santé et Assistance Sociale	5.096	70.238	0	3.551	78.885
Justice	9.987	180	0	0	10.167
Education et Culture Nationale	5.370	6.672	0	1.360	13.402
Culture	5.548	1.667	0	1.464	8.679
Finance	20.362	741	0	3.630	24.733
Macedoine-Thrace	120	691	0	0	811
Egée	82	0	0	0	82
Agriculture	15.258	1.454	0	6.678	23.390
Envir., Phys. et Travaux Publics	9.444	1.035	0	4.431	14.910
Travail et Sécurité Sociale	1.032	21.221	0	506	22.759
Industrie- Technologie	711	841	0	38.472	40.024
Commerce	1.217	1.064	0	0	2.281
Transport and Communication	5.610	0	0	66.237	71.847
Marine Commercial	893	4.370	0	0	5.263
Affaires Publiques	4.391	0	0	0	4.391
Presse et Mass Media	666	0	0	2.923	3.589
Tourism	1	1.326	0	21	1.348
Grand Total	112.133	112.583	47.582	133.181	405.479

Niveau d' Education des Fonctionnaires

Catégorie	Permanents	Employés au secteur privé sous contrat indéfini	Total
Education Universaire	27,4%	11,2%	26,1%
Education Technologique	9,8%	4,2%	9,3%
Lycée	49,4%	36,6%	48,3%
Ecole Démotique	13,4%	47,9%	16,2%
Total	100%	100%	100%

Investissements des Entreprises Publiques pendant la periode 1995-1997

(Montants en millions de drachmes)

Entreprise Publique	Rapport 1995	Rapport 1996	Rapport 1997
AEDEK(Société Anonyme pour Construction Judiciaires)	55,0	68,7	200,0
DEH (Electricité Publique S.A.)	210.006,0	274.509,0	267.200,0
DETH(Exposition Internationale de Salonique)	750,0	2.554,0	2.909,0
DEP(Entreprise Publique des Pétroles)	19.541,8	28.406,0	66.586,0
DEPA(Entreprise Publique de Gaz)	42.788,5	85.278,0	97.497,0
DEP-EKY(Corporation Publique des Petroles en Grèce)	4.009,0	3.971,4	4.082,0
DEPOS(Corporation Publique de Developpement Urbaine et Logement	2.600,0	-	-
DEFA(Corporation Communale de Gaz d' Athènes)	372,3	463,9	521,0
EAV(Industrie Hélienne Aérospatial)	13.133,0	791,0	11.917,0
EBO(Industrie Hélienne des Armes)	1.015,3	1.342,7	3.437,3
EOK(Organisation Nationale de Logement)	437,4	151,1	161,9
EKO(Combustibles et Lubrifiants Co. Hélienne)	7.348,0	9.799,0	11.423,0
ELDA(Raffineries Héliennes d' Aspropyrgos)	9.631,0	9.148,0	14.318,0
ELOT(Organisation Hélienne de Classification)	1.850,7	1.296,4	3.611,0
ELTA (Postes Hélienne)	2.906,6	4.285,6	11.088,7
EOMMEH(Organisation Nationale d' Artisanat et Manufacture)	24.500,0	7.342,0	20.435,0
EOT(Organisation Nationale de Tourisme)	9.300,0	15.320,0	23.322,9
EOF(Organisation Nationale de Médicaments)	42,4	87,3	189,9
ERT(Radiodiffusion Hélienne)	645,5	1.566,2	1.747,0
ETMOA	344,5	184,8	300,5
EYDAP(Organisation Hélienne d' Approvisionnement de l' Eau	8.547,7	10.551,4	13.031,0
IGME(Institut Géologique pour Recherches)	1.395,3	2.259,0	2.254,0
KAE (Magasins Duty-Free S.A.)	293,0	502,0	1.500,0
KED (Corporation des Biens Immobiliers)	1.993,0	6.442,0	11.800,0
OKAA(Organisation du Marché Centrale des Vegetales)	74,1	72,4	152,0
KATH	2,6	91,1	427,5
OATH	1.883,6	2.810,4	6.500,0
ODDY(Organisation des Biens Publiques)	4,1	28,7	99,5
ODIE (Organisation Héliennes des Courses)	93,0	116,0	2.000,0
OEDB(Organisation Héliennes de Publication des Livres Didactiques	1,0	7,0	21,0
OLTH(Autorités du Port de Salonique)	4.994,0	2.405,0	1.821,0
OLP(Autorités du Port de Pirée)	8.601,0	10.130,0	17.556,0
OLYMPIC CATERING S.A.	72,0	320,0	576,0
AVIATION OLYMPIQUE	-	-	17.000,0
OLYMPIC AIRWAYS	3.500,0	5.000,0	5.000,0
OPAP(Organisation Hélienne des Prognostiques des Match de Football)	415,0	112,1	3.585,0
OPE (Organisation des Exportations S.A.)	5.620,0	4.098,0	6.783,0
Organization de Cotton	115,9	86,9	150,0
OSE(Organisation des chemins de Fer Grecs)	75.654,0	78.599,0	100.000,0
OSK(Organisation des Logements des Ecoles)	45.000,0	45.434,0	40.000,0
OTE(Organisation Hélienne des Telecommunications)	165.167,0	178.644,0	260.000,0
OYTH(Organisation Hélienne d' Approvisionnement d' Eau à Salonique	1.183,1	857,1	2.500,0
TEO(Organisation des Construction Routières)	175.637,0	246.252,0	219.429,0

Entreprise Publique	Rapport 1995	Rapport 1996	Rapport 1997
ETHEL (Organisation des Autobus)	151,2	781,0	1.281,0
HLPAP(Organisation des Autobus d' Athènes et Pirée)	784,0	553,0	1.028,0
HSAP(Organisation du Metro d' Athènes et Pirée)	2.720,0	9.253,3	5.310,7
OASA(Organisation des Transports Urbains d' Athènes)	4.164,2	10.679,3	7.842,7

Emploi des Fonctionnaires permanents dans les Entreprises d' Utilité Publique

Entreprises d' Utilité Publique	1994	1995	1996	1997
AEDIK	189	190	182	184
AEROPORT D' ATHENES	96	97	-	-
DEH	28.458	28.056	28.332	28.896
DETH	2666	260	255	252
DEP	99	96	95	98
DEPA	128	132	137	145
DEP-EKY	254	264	257	264
DEPOS	67	65	63	66
DEFA	294	287	277	273
EAB	2.981	2.869	2.810	2.802
EBO	1.644	1.711	1.641	1.732
EOK	775	769	731	705
EKO-ELLEPEH	1.342	1.329	1.295	1.277
ELDA	1.171	1.237	1.226	1.240
ELOT	72	71	71	72
ELTA	10.081	10.168	10.475	10.386
EOMMEH	523	510	532	523
EOT	905	931	929	906
EOF	229	225	231	231
ERT	3.020	3.067	3.031	2.985
ETMOA	337	464	470	458
EYDAP	3.565	4.346	4.334	4.308
IGME	1.095	1.106	1.085	1.064
DUTY FREE	1.095	1.106	1.085	1.064
KED	140	140	139	147
KLA	136	108	107	103
KLTH	53	51	55	53
OATH	186	195	204	192
OAS(TOTAL)	9.948	10.135	10.038	9.671
ODDY	163	175	188	189
ODIE	319	328	308	297
OEDB	128	150	145	141
OLTH	942	884	859	812
OLP	2.587	2.380	2.227	2.114
OLYMPIQUE	524	541	574	593
AVIATION OLYMPIQUE	9.551	8.354	7.809	7.781
TOURISM OLYMPIQUE	41	38	37	37
OPAP	250	243	254	261
OPE	130	133	130	120
ORGANIZATION DE COTTON	363	418	418	410
OSE	11.591	11.457	11.384	11.213
OSK	277	301	301	298
OTE	25.536	24.016	23.663	23.017
OYTH	449	436	461	427
TEO	303	298	395	389
TOTAL	120.575	119.464	118.578	117.552

Des recherches scientifiques¹ parmi lesquelles la recherche du Professeur de l'Académie George Vlachos menée après la commande de l'Académie d'Athènes dont l'auteur de ce texte a été le coordonnateur scientifique, ont abouti à des réalisations "amères" concernant les questions posées qui jusqu'au présent n'ont pas attiré l'attention des Chefs Politics du Pays.

Mais l'admission du pays dans la Communauté Européenne, les exigences du temps, et les données du Territoire Européen demandent des interventions urgentes dans l'Administration Publique. Sur ce point on se réfère à la décision du Gouvernement Italien (Février 1998) d'abolir la permanence des fonctionnaires publics d'Italie d'après un plan élaboré, qui parmi les réglementations, prévoit une décentralisation administrative de l'Etat, licenciement des cadres supérieurs en cas d'incompétence ou efficacité réduite, éliminations des formalités administratives ayant comme but l'extermination de la bureaucratie, le personnel transférable (sous conditions) etc.

Mais indépendamment des messages qui proviennent d'autres sources, il est nécessaire que l'Administration Publique Grecque procède à des changements radicaux et questions qui datent depuis longtemps à cause de malchance, coïncidence ou intention (probablement) comme p. ex. plusieurs déclarations sont faites depuis longtemps, les régler le plus tôt possible, en tenant en considération que l'Administration Publique en générale constitue "l'élément" d'autres "produits" comme p. ex. le développement (national, régional, local, financier, social, culturel)

Concernant le parti secondaire du sujet mentionné, celui des Entreprises Publiques et Organisations les données officielles sont considérables: un trillion deux cent soixante billion drs. d'investissements selon les calculations récentes pour l'année dernière et cent dix-sept milles employés repartis au service!

D'après ces données on se doute de la nécessité d'un Secteur Public si vaste (n'importe quel est le point de vue) pour les dimensions de l'Etat grec et si c'est possible l'adaptation du Pays aux exigences du Traité de Maastricht² concernant ce point spécifique.

On a peur de recevoir une réponse négative au premier sujet tandis qu'au deuxième il faut se référer à l'objection de Ménippe³.

D'après nos prédécesseurs anciens l'objection "dans un certain délai a des résultats positifs" mais au présent selon les conditions d'une compétition internationale très cruelle et en occurrence internationale défavorable elle devient objection sans but et succès.

1. *Responsable Scientifique: Professeur, Académicien G. VLACHOS. Responsable de Coordination Scientifique: Professeur Constantin GE. ATHANASSOPOULOS. Chercheurs: Dr. Maria STYLLANOUDI, Chercheur du Centre des Recherches de la Communauté Grecque (K.E.E.K), Dr. G. BAKATSIANOS, Responsable Scientifique Spec. Minis. Ex., Dr. N. CHLEPAS.*

2. *Voir général: C. GE. ATHANASSOPOULOS, J. VLASSIS, V. DELITHEOU. Le droit de l'Union Européen. Athènes, Vol A', 1996.*

3. *Selon Lucian, orateur et écrivain helléniste, (2ème cent Av. J.C.), le philosophe cynthe grec Ménippe (3ème cent Av. J.C.) a refusé de payer à Charos le montant correspondant à son transfert à Hades en disant que "tu ne peux pas recevoir par une personne qui ne possède".*

Cette phrase est régulièrement utilisée pour marquer l'incapacité du débiteur de payer une obligation conventionnelle ou réelle appliquée par une autre personne ou un statut légal.

L'entrée d'Hades était localisée selon les Grecs Anciens, au fond du lac d'Achaeroussia, formé par la rivière d'Achaeron à Epiros.